

## Grand entretien avec Christophe Charle

# De la littérature à l'histoire, un parcours singulier

*Savoir/Agir : Deux mots sur votre formation. Comment s'est présenté le choix de votre orientation disciplinaire : l'alternative lettres ou sciences ? Celle entre histoire (Vilar, Agulhon) et sociologie (Bourdieu) ?*

Propos recueillis par  
GÉRARD MAUGER ET LOUIS PINTO

Christophe Charle : Je fais partie de la première génération de lycéens qui a été confrontée à la nécessité de choisir assez tôt entre lettres et sciences (réforme Fouchet de 1966) dans une perspective d'avenir où désormais les sciences l'emportaient en prestige sur les lettres pour les débouchés qu'elles offraient et leur fonction centrale dans la société moderne. Mes parents en tant qu'enseignants étaient particulièrement sensibles à ces questions, d'autant plus que mon père occupait un poste administratif à l'École supérieure de physique et chimie industrielles de la ville de Paris en plein Quartier latin. Je voyais de ma fenêtre des laboratoires scientifiques et, dans un premier temps, j'aurais aimé aller dans cette direction, c'est pourquoi en seconde et première j'étais inscrit en section C, aujourd'hui S, alors que mes goûts personnels et mes résultats scolaires attestaient de ma « vocation » ou de ma capacité plutôt littéraire. Le goût et la logique l'ont finalement emporté sur la « rationalité » sociale et j'ai donc bifurqué en terminale pour passer un

bac littéraire au lieu du bac scientifique initialement prévu. En classe préparatoire littéraire, j'ai poursuivi dans cette voie en choisissant l'option lettres modernes pour le concours d'entrée à l'École normale supérieure avec le latin et deux langues. Rien n'annonçait donc qu'un jour je ferais de l'histoire et que je m'intéresserais durablement à la sociologie. Pourquoi cette deuxième réorientation ? En premier lieu, sans doute l'effet contre-productif des études littéraires à haute dose telles que pratiquées en khâgne. Tout étudiant s'aperçoit que s'il poursuit la « tradition lettrée », il va éternellement ressasser les mêmes ficelles rhétoriques, reprendre et commenter les mêmes textes et les mêmes auteurs, essayer de trouver une « niche » parmi des centaines de spécialistes des mêmes objets consacrés, se plier à des hiérarchies de légitimité (les grands et les petits auteurs, les grands et les petits genres, les thématiques consacrées et celles jugées vulgaires) qui n'évoluent que très lentement, même si les études

littéraires se sont ouvertes à d'autres horizons depuis cette époque, sous les effets d'ailleurs de l'importation des regards historiques et sociologiques. Mon professeur de khâgne me l'avait dit froidement un jour, et cette boutade m'a sans doute incité à changer d'orientation : « Si vous faites une thèse un jour, il faudra ou bien écrire la cinquantième thèse sur Balzac ou Flaubert ou choisir un auteur obscur dont vous serez le premier et sans doute le seul spécialiste ». Comme incitation à la recherche littéraire, il y avait plus motivant. À la même époque au contraire, l'histoire universitaire comme discipline était en plein renouvellement et peut-être à son apogée intellectuel avec tous les grands noms encore connus aujourd'hui, mais alors encore jeunes et productifs qui exploiraient toutes sortes de terrains inédits : l'économie, la société, les mentalités, les représentations, les dimensions de la temporalité, les groupes et les cultures oubliés, les modes de vie. Si l'on voulait trouver un thème de recherche nouveau, c'était plus alléchant que les querelles assez dérisoires autour de Racine entre « l'ancienne » et la « nouvelle » critique, ou les échanges déjà ritualisés entre le lansonisme<sup>1</sup>

1. [Note de l'éditeur] Du nom de Gustave Lanson, professeur de littérature française à la Sorbonne, auteur de célèbres manuels et articles qui ont défini les méthodes de l'histoire littéraire inspirée des principes de l'histoire positiviste et où la recherche des sources et des influences doit permettre une approche rigoureuse des textes littéraires et des auteurs indépendamment d'une approche impressionniste dominante dans la critique littéraire du dix-neuvième siècle. C'est de cette approche que les « structuralistes » et notamment Roland Barthes ont voulu se distinguer en reprenant à leur compte des schémas d'approche inspirés de la linguistique et refusant l'histoire pour l'étude internaliste des seuls textes.

finissant et le structuralisme textologique jargonant.

Il y a aussi une dimension politique à ce choix de l'histoire. J'avais modestement participé aux événements de 1968 au sein de mon lycée (Henri IV) en pratiquant la grève avec occupation, expérience inédite quand on n'a pas encore dix-sept ans. Cela avait été l'occasion de multiples débats sur les lacunes de l'enseignement des lycées et de dialogues sans concession avec les professeurs de bonne volonté qui soutenaient le mouvement et acceptaient de se remettre partiellement en question. Cela m'avait fait ressentir collectivement aussi ce que pouvait être une situation historique où les possibles s'ouvrent et où l'engagement, la mobilisation ou l'abstention peuvent modifier ou non le cours des choses. De là vient sans doute mon intérêt pour ce type de situation critique et pour le rôle des groupes minoritaires et des individus singuliers quand cet espace des possibles est incertain et en voie de redéfinition.

Contrairement donc à ce qu'on écrit toujours en histoire intellectuelle, ce n'est pas le maître qui forme le disciple, c'est le disciple qui en choisissant un maître en fonction de ses attentes du moment puise chez celui-ci les ressources pour aller plus loin et formuler son projet latent issu de ses expériences antérieures. Ni Pierre Vilar, mon directeur de maîtrise puis de troisième cycle, ni Maurice Agulhon, mon directeur de thèse d'État, n'avaient travaillé ni ne travaillaient sur les intellectuels ou une approche historique ou sociologique de la littérature. Mais ils avaient travaillé ou travaillaient sur des moments analogues d'émergence de perspectives sociales nouvelles et

d'utopie politique : le catalanisme pour Vilar et la guerre civile espagnole, 1848, l'apprentissage de la République, la république au village, pour Agulhon ; cela peut paraître très loin de Zola, de l'affaire Dreyfus et de la naissance des « intellectuels », mes premiers sujets, mais au fond c'étaient des thèmes structurellement homologues si l'on raisonne de manière comparative entre les lieux (l'Espagne en crise de l'orée du vingtième siècle comme la république en crise de la fin du siècle). La redéfinition du projet républicain par les dreyfusards, après son affadissement dans une décennie de république opportuniste et de politique de compromission à la Méline<sup>2</sup> renouait, *mutatis mutandis*, avec l'illusion lyrique des quarante-huitards et de la république démocratique et sociale et suscitait des effets collatéraux dans l'Espagne et la Catalogne voisines chez les intellectuels régénérationnistes<sup>3</sup> ou dans les mouvements populaires espagnols après 1898 et la défaite face aux États-Unis.

*Savoir/Agir : Comment avez-vous rencontré Pierre Bourdieu, qu'est-ce*

2. [Note de l'éditeur] Jules Méline président du conseil de 1896 à 1898, partisan du rapprochement entre les républicains modérés, les catholiques « ralliés » et les conservateurs pour lutter contre l'extrême gauche et l'extrême droite. Il contribua au retour au protectionnisme et essaya d'empêcher qu'on révisé la condamnation de Dreyfus pour ne pas déplaire à la haute hiérarchie militaire.
3. [Note de l'éditeur] Après la défaite de l'Espagne face aux États-Unis en 1898 qui marquait la fin de l'empire colonial, les intellectuels « régénérationnistes » voulaient qu'on introduise de profondes réformes notamment éducatives pour régénérer l'Espagne. Le conservatisme du régime de la Restauration expliquait selon eux sa décadence et son échec face aux puissances du nord de l'Europe ou d'Outre-Atlantique

*qui vous a intéressé dans ses travaux, dans son enseignement ? Y a-t-il d'autres sociologues (ou ethnologues, économistes...) qui ont compté pour vous ?*

Christophe Charle : J'ai rencontré Pierre Bourdieu en 1971-72 lors du séminaire d'initiation qu'il donnait à l'ENS Ulm et que j'ai suivi cette année-là où je travaillais à ma maîtrise d'histoire. Il commençait à étudier à cette époque le champ littéraire et le champ intellectuel au dix-neuvième siècle à propos de Flaubert et de *l'Éducation sentimentale*, ce qui donna lieu la même année à son article publié dans la revue de l'École normale supérieure intitulée *Scolies* et aujourd'hui introuvable puis en 1975 dans *Actes de la recherche en sciences sociales* à son « Flaubert et l'invention de la vie d'artiste », noyau des futures *Règles de l'art*<sup>4</sup>. Comme j'avais choisi moi-même un sujet touchant à l'histoire sociale et à la sociologie de la littérature, j'ai été évidemment séduit par cette approche que j'ai essayé de mettre en œuvre à propos de Zola et de son roman *l'Argent*. Cela permettait aussi bien d'échapper au commentaire de texte lettré, à l'histoire littéraire positiviste, qu'aux schématismes structuro-linguistiques ou aux analyses marxistes appauvries dérivées de Lukács et Goldmann. À la fin de l'année, j'ai présenté au séminaire les conclusions de mon mémoire et comment j'avais adapté les questionnements et les schémas de Bourdieu à propos de Zola et de la fin du dix-neuvième siècle. Il a eu la

4. « Champ du pouvoir, champ intellectuel et *habitus* de classe », *Scolies*, Cahiers de recherches de l'École normale supérieure, 1, 1971, pp. 7-26.

gentillesse de trouver que mes analyses fonctionnaient assez bien sans trop trahir sa pensée. Cela m'a incité à poursuivre dans cette voie du dialogue entre histoire et sociologie en élargissant notamment dans ma thèse de troisième cycle à l'ensemble de l'histoire du groupe naturaliste, ainsi qu'à l'affaire Dreyfus et à l'étude du champ théâtral. Bourdieu siégeait d'ailleurs avec François Furet et Pierre Vilar dans le jury de cette thèse soutenue en juin 1975 à Paris 1 et publiée sous forme allégée en 1979<sup>5</sup>. La première partie de la thèse avait été transformée en article dans le n° 4 d'*Actes de la recherche en sciences sociales*, soit dès la première année de publication (1975) de cette revue à laquelle j'ai constamment collaboré depuis et dont je suis membre du comité de rédaction depuis plus de quinze ans.

Avant cette rencontre, j'avais déjà lu entre 1969 et 1970 un certain nombre de livres de Bourdieu et Passeron, notamment *Les Héritiers* et *La Reproduction*. Je pense toutefois que mon intérêt pour cette forme de sociologie vient du fait que Bourdieu me paraissait le sociologue le plus tourné vers l'histoire (ce qui n'est pas l'image en général qu'on avait de lui à l'époque) et qui pratiquait la comparaison historique pour construire et tester ses modèles ou concepts de manière dynamique et critique, que ce soit à propos de l'étude du champ littéraire (Flaubert, Baudelaire), artistique (Manet), philosophique (Heidegger), politique (« La noblesse d'État »), éducatif, de la haute couture, dont les structures et les

enjeux renvoient toujours à des luttes présentes ou passées et donc à l'histoire et à la dynamique des positions et prises de position entre des groupes et des pôles rivaux, dominants ou dominés.

Les autres sociologues avec qui j'ai eu des contacts intellectuels fructueux ont surtout été des personnes travaillant dans l'équipe de Bourdieu et tournés également vers l'histoire. Il s'agit de Jean-Claude Chamboredon, à l'époque maître-assistant à l'ENS, et qui m'a aidé dans mes premiers travaux sur la littérature. Lui-même collaborait alors à une enquête sur le champ littéraire au milieu du dix-neuvième siècle qui a servi de soubassement aux *Règles de l'art* de Bourdieu. Rémy Ponton (plus tard professeur de sociologie à Paris 8), d'une promotion plus ancienne à l'ENS, passé des lettres classique à la sociologie, travaillait en parallèle avec moi sur le champ littéraire de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Nous nous étions réparti le travail pour couvrir l'ensemble du champ littéraire du second dix-neuvième siècle : j'avais choisi le roman et le théâtre, lui s'occupait des groupes poétiques (Parnasse, symbolistes, décadents) et d'une sociologie générale des écrivains entre 1865 et 1905. Une autre rencontre très importante a été celle de Victor Karady, à l'époque chercheur au CNRS et rattaché au Centre de recherche de Bourdieu à l'EHESS. Il m'a très généreusement aidé avec ses immenses fichiers sur les universitaires de la Troisième République que j'ai utilisés pour éclairer les pétitions de l'affaire Dreyfus. C'est en partie sous son influence également que j'ai compris l'intérêt des études prosopographiques et de l'histoire sociale comparative à laquelle il s'est consacré pour ses recherches ultérieures sur les

5. Sous le titre, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme, roman, théâtre, politique*, Presses de l'ENS Ulm, 1979.

Juifs d'Europe centrale et sur les élites de Hongrie et plus généralement de l'empire austro-hongrois<sup>6</sup>.

En ethnologie, j'ai surtout suivi le séminaire de Maurice Godelier à l'École normale supérieure, mais paradoxalement c'est plutôt un historien, Maurice Agulhon, dont les travaux se fondent largement sur des approches ethnographiques pour comprendre certaines réalités sociales et politiques de la France du dix-neuvième siècle, qui m'en a démontré le mieux l'intérêt pour l'historien du dix-neuvième siècle, à travers l'étude de la « sociabilité » ou de la symbolique politique ancrée harmonieusement ou non sur des cultures locales plus anciennes. La production historique de l'époque, à travers les notions de mentalité, de culture matérielle, l'étude des mouvements populaires, était fortement influencée par le regard ethnographique (je pense ici aux livres de Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *La culture des apparences*, *Histoire des choses banales*<sup>7</sup> ou d'Alain Corbin, *Les cloches de la terre*, *Le village des cannibales*<sup>8</sup>). Mes travaux portant plutôt au début sur les élites et les intellectuels pourraient paraître très éloignés de cette orientation ethno-his-

torique. C'est plutôt dans mes travaux plus récents sur l'*Histoire sociale de la France au dix-neuvième siècle* (1991), la « discordance des temps » et la modernité (2011) ou l'histoire des cultures en Europe (2015)<sup>9</sup> que j'ai retrouvé cette question des décalages culturels au sein d'une société donnée et des conflits de représentation de groupes en apparence « contemporains » et qui en fait vivent dans des univers de référence décalés et même incompatibles. En réalité, ce qu'on considère comme relevant de deux pentes intellectuelles inverses, aussi bien en sociologie qu'en histoire, a toujours cohabité chez la plupart de ces auteurs : Daniel Roche a commencé par des travaux de sociologie statistique des intellectuels et des élites avec sa thèse sur les académies de province au dix-huitième siècle, Alain Corbin dans sa thèse d'État, *Archaisme et modernité en Limousin*, comme dans son second livre *Les filles de noce* a pratiqué l'analyse statistique et la sociologie historique avant de se tourner vers l'histoire des sensibilités et des imaginaires. Bourdieu, en permanence, s'est présenté comme sociologue structural et comparatiste mais aussi comme ethnologue et anthropologue des sociétés non modernes depuis ses recherches sur l'Algérie en guerre.

En économie, je n'ai pas suivi de véritable formation à part une année assez ennuyeuse à Sciences po avec un économiste « standard », Jean-Claude Casanova, qui ne m'a pas laissé un souvenir

6. Pour plus de détails, voir le chapitre que je consacre à Victor Karady dans *Homo historicus, réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, A. Colin, 2013, p. 226-230.

7. *Le peuple de Paris*, Aubier, 1981, rééd. Fayard, 1998 ; *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation dix-septième-dix-neuvième siècle*, Paris, Fayard, 1997 ; *La culture des apparences. Une histoire du vêtement dix-septième-dix-huitième siècle*, Paris, Fayard, 1989.

8. *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au dix-neuvième siècle*, Paris, Albin Michel, 1994 ; *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990.

9. C. Charle, *Histoire sociale de la France au dix-neuvième siècle*, Paris, Points Seuil (1991, dernière édition augmentée 2001) ; *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, Paris, A. Colin, 2011 ; *La dérégulation culturelle, essai d'histoire des cultures en Europe au dix-neuvième siècle*, Paris, PUF, 2015.

inoublable. En revanche, pendant mes années d'études, j'ai beaucoup lu de littérature économique marxiste ou marxologique (Marx, Lénine, Rosa Luxembourg, Hilferding, Ernest Mandel, Samir Amin, Maurice Godelier), les travaux sur l'impérialisme, thème à l'époque très à la mode et qui l'est redevenu après les guerres d'Irak, plus tard certains économistes dits de la régulation (Bruno Amable, Robert Boyer) et les classiques de l'histoire économique française (F. Simiand, E. Labrousse, P. Vilar, J. Bouvier, F. Braudel, Patrick Verley). Même si je n'ai jamais vraiment fait d'histoire économique *stricto sensu* ces lectures m'ont servi pour mieux comprendre l'économie du livre, la crise des sociétés impériales, l'économie du théâtre et du spectacle<sup>10</sup>.

*Savoir/Agir : Pouvez-vous nous dire ce qu'il en a été du marxisme (Vilar) et de l'histoire (économique) ? Des rapports entre sociologie et histoire (culturelle) ?*

Christophe Charle : Ma maîtrise sur *La vision du capitalisme dans l'Argent de Zola* et ma thèse de troisième cycle (*La crise littéraire à l'époque du naturalisme*) n'étaient pas seulement une histoire sociale de la littérature ou des groupes intellectuels à la fin du dix-neuvième siècle. Ces deux recherches reposaient toutes les deux sur une étude de l'évolution du capita-

lisme, que ce soit au plan de l'histoire économique, de l'histoire de l'édition et de l'économie du livre ou des représentations chez les contemporains de ces réalités économiques puisque le roman de Zola, inspiré du *krach* boursier de 1882 et de la faillite d'une banque catholique, l'Union générale, proposait l'analyse d'une grande banque, d'un scandale financier et des théories antagoniques qui s'affrontaient sur l'économie de cette époque et des diagnostics sur la « crise », finale ou non, du capitalisme, thème récurrent jusqu'à nos jours. Pierre Vilar, dans ses ouvrages ou ses cours, proposait une lecture marxiste de ces réalités mais pratiquait un marxisme assez ouvert puisque son terrain, l'Espagne, représentait un cas peu conforme aux modèles standard de la théorie orthodoxe et qu'il fallait rendre compte de cette divergence des voies vers le capitalisme et l'industrialisation, thème également au centre des débats entre historiens économistes français (Jean Bouvier, Maurice Lévy-Leboyer, François Caron, Patrick Fridenson, etc.) dans leur discussion avec les historiens de l'économie anglaise ou américaine. Vilar s'intéressait surtout au lien entre transformations économiques, sociales et culturelles puisque sa thèse portait sur l'émergence de la Catalogne industrielle et la constitution d'une nouvelle bourgeoisie moderne porteuse d'une idéologie nationale en dissidence face à l'Espagne terrienne, traditionnelle et aristocratique. Cela peut paraître très loin de Zola et de la littérature mais, en fait, on trouvait chez Zola la même apologie de la bourgeoisie d'entreprise, du *self made man*, la même dénonciation de la bourgeoisie rentière ou de l'aristocratie foncière déclinante (voir

10. Voir, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme*, op. cit. ; *La crise des sociétés impériales, essai d'histoire sociale comparée de l'Allemagne, de la France et de la Grande Bretagne (1900-1940)*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 ; *Théâtres en capitales, naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne (1860-1914)*, Paris, Albin Michel, 2008.



*La Terre*). On retrouve aussi dans les textes de Zola sur l'évolution sociale de la littérature la défense de l'autonomie de l'écrivain, entrepreneur de sa propre fortune et affranchi de toutes les contraintes étatiques héritées de l'ancien régime culturel, transposition évidente du même modèle pour penser l'écrivain moderne comme professionnel indépendant qui construit son marché de biens symboliques pour reprendre un thème de Bourdieu. J'avais montré dans ma maîtrise que Zola reprenait des thèmes saint-simoniens bien connus autour de la figure de l'ingénieur nouveau héros de la société industrielle. Nous avons tendance en France à ne penser l'autonomie intellectuelle et des intellectuels que par rapport à l'affranchissement des contraintes administratives, religieuses, politiques ou symboliques. Mais la lutte pour l'autonomie économique et la constitution de la propriété intellectuelle ou littéraire comme un capital assimilable au capital économique est aussi un combat permanent en France depuis la fin du dix-huitième siècle, d'abord au théâtre avec Beaumarchais puis dans les autres genres les plus commerciaux comme le roman, plus tard au cinéma avec la figure du metteur en scène. De Balzac à Zola, cette lutte a été conduite avec continuité et n'implique pas forcément, comme le veut une vision réductrice, un abandon des prétentions et des ambitions littéraires ou une soumission au conformisme des goûts du plus grand nombre. Tous les grands auteurs ou intellectuels dominants, en France du moins (sauf ceux qui en étaient dispensés par des rentes ou une fortune personnelle comme Flaubert, Proust ou Gide) ont réussi ce tour de force de gagner sur ces deux tableaux : l'ac-

cumulation d'un fort capital symbolique et la conquête d'un marché de lecteurs ou spectateurs fidèles qui leur permet de parler d'égal à égal avec leurs éditeurs, les médias, voire les fractions dominantes détentrices du capital économique. Dans mon analyse finale de Zola et de ses ambiguïtés face au capitalisme de son temps, j'avais proposé la formule paradoxale « dominant des dominés de la classe dominante », mise au carré de la définition des intellectuels proposée par Bourdieu dans l'article cité de *Scolies*. Cette double relation de domination inversée permettait de comprendre les balancements permanents de Zola entre éloge de la force de l'esprit d'entreprise et de la lutte darwinienne pour la survie, pessimisme sur la catastrophe possible de l'*ubris*<sup>11</sup> du capital sans contrôle, en voie de constitution de conglomerats tout puissants (thème actuel encore aujourd'hui), appel à la réforme sociale pour limiter la course folle de la spéculation, fuite dans l'utopie d'une société échappant au capital (voir *Travail*) dans les périodes de pessimisme, après l'échec ressenti de son rôle dans l'affaire Dreyfus.

*Savoir/Agir : Sur la méthode comparative : en quoi change-t-elle le point de vue sur l'objet et les manières de travailler ? Pouvez-vous donner des exemples ?*

Christophe Charle : L'historiographie française a longtemps été victime du syndrome du thème de l'exception française qui flattait le narcissisme des historiens et leurs lecteurs et confortait

11. [Note de l'éditeur] Ambition de domination sans limite

le « nationalisme » méthodologique hérité de la grande tradition historiographique du dix-neuvième siècle de Michelet à Lavis. Seuls y avaient échappé partiellement, et pour cause, les pères fondateurs des *Annales*, protégés du « mythe national » par leur période de prédilection, le Moyen Âge pour Marc Bloch, les Temps modernes pour Lucien Febvre et Fernand Braudel, ce qui n'a pas empêché ces derniers de revenir à des points de vue nationaux dans leurs dernières œuvres, pas les meilleures il est vrai. L'historiographie n'est pas la seule discipline victime de ce narcissisme qui remonte aux Lumières et à la Révolution française, on pourrait en dire autant de la littérature et des études littéraires, de la philosophie dans sa version la plus universitaire, etc. En travaillant sur la littérature et les intellectuels du dix-neuvième siècle, j'étais moi-même au début complètement victime de cet inconscient culturel puisque je parlais d'une crise spécifiquement française, l'affaire Dreyfus, et d'une définition très particulière, celle des « intellectuels » apparus à l'occasion de cette crise. En prenant comme directeur de thèse d'État le spécialiste de la République pour travailler sur *Les Élités de la République*, je ne risquais pas non plus de sortir du francocentrisme. Et pourtant, dans mon cas comme pour la plupart des historiens dont je me sens proche, l'orientation comparatiste a fini par s'imposer dans la logique même d'approfondissement de l'objet (je pense aux comparaisons esquissées par Maurice Agulhon lui-même sur la culture symbolique des différentes nations). J'avais d'abord constaté dans *Naissance des « intellectuels »* que l'émergence de la nouvelle conception de l'intellectuel avait partie

liée avec l'influence du modèle de l'*intelligentsia* russe, historiquement antérieur. Lucien Herr, par ses liens biographiques avec celle-ci, y avait réfléchi précocement pour justifier son engagement comme intellectuel socialiste à une époque où l'engagement partisan n'avait rien de normal pour les intellectuels français et moins encore pour des universitaires. L'affaire Dreyfus, en tant qu'affaire d'espionnage mettant en cause les relations franco-allemandes et en raison de son écho international dans tous les pays d'Europe, voire au delà, ne pouvait non plus être prise pour une simple affaire « franco-française », comme le voulait la vulgate. Enfin le rôle spécifique des universitaires et des savants dans l'Affaire m'avait amené à une analyse en profondeur de la redéfinition en cours de ces figures dans le cadre des réformes universitaires de la Troisième République et de leurs liens avec le « modèle » universitaire allemand, partiellement imité par ces réformes. Ce n'est évoqué qu'incidemment au cours ou à la fin du livre mais cela m'a conduit à un nouveau projet comparatif à l'échelle européenne, aussi bien à propos de l'université que des intellectuels en général. Les points d'aboutissement furent les deux livres, *La République des universitaires (1870-1940)* fondé sur une comparaison franco-allemande et *Les intellectuels en Europe au dix-neuvième siècle*, où j'ai encore élargi l'espace géographique et l'espace chronologique<sup>12</sup>.

La logique d'élargissement et de systématisation de la recherche antérieure n'est pas la seule origine de mon recours au comparatisme. En octobre 1980 j'avais participé au colloque :

12. Paris, Le Seuil, 1994 et Paris, Le Seuil, 1996.



« Intellectuels français, intellectuels hongrois, du treizième au vingtième siècles » à Matrafured, ce qui avait été un premier contact avec la comparaison et des historiens travaillant sur le même objet à des moments et dans des pays différents. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, à l'occasion d'une invitation à un colloque à Bielefeld puis d'un séjour avec une bourse Humboldt à Berlin (1991), j'avais noué des contacts de plus en plus étroits avec des historiens allemands comme Hartmut Kaelble, Jürgen Kocka, Hannes Siegrist, des spécialistes de l'éducation comme Jürgen Schriewer, des sociologues de la modernité comme Peter Wagner. Tous, dans le cadre des grands débats sur l'histoire sociale et politique de l'Allemagne du dix-neuvième et du vingtième siècle voyaient dans l'histoire ou la sociologie comparée une des clés possibles pour sortir des débats sans fin et sans issue sur le *Sonderweg*<sup>13</sup> allemand et sur la possibilité de construire une véritable histoire sociale de l'Europe qui ne soit pas une transposition mécanique des théories de la modernisation à l'américaine ou une mise à jour des grands récits civilisationnistes hérités des pères fondateurs de la sociologie de Max Weber à Norbert Elias, de Pareto à Tocqueville. Il en est sorti par exemple toute une série d'ouvrages comparatifs sur les formes de la bourgeoisie en Europe, sur la structuration différente des professions libérales, sur les logiques des modèles universitaires ou des réformes éducatives au dix-neuvième comme au vingtième siècle. En France, nous n'avons pas eu des controverses du même type pour fonder un véritable

élan vers l'histoire comparative et je me suis senti longtemps très seul et souvent mal compris par mes collègues, voire mes maîtres eux-mêmes, si je mets à part Bourdieu. L'historiographie française de l'époque restait engluée dans des débats à forte teneur politique mais à faible intérêt méthodologique à propos de la Révolution française (bicentenaire oblige), des guerres franco-françaises, de la problématique du « déclin » et de la décadence, serpent de mer insaisissable depuis 1871, de l'existence ou non d'un fascisme à la française, etc., débats qui enfermaient dans les schémas de l'exception française ou ne pratiquaient que des fausses comparaisons par la négation d'un cas étranger caricaturé.

Je dois reconnaître que cet élargissement continu, poursuivi depuis, n'a pas été très bien perçu dans ma corporation, très attachée à l'approfondissement monographique ou amateur de ces débats indécidables et régulièrement remis au goût du jour le temps d'un essai, d'une polémique ou d'un anniversaire dont raffolent les rares médias qui parlent encore d'histoire. Plus on élargit les thèmes et les espaces, plus on combine les méthodes, plus on semble s'éloigner du seul terrain qui vaille pour l'historien, « les sources primaires », les « archives », moins on entre dans ces cadres *a priori* de la *doxa* historique, plus on passe, et ce n'est pas un compliment, pour un « sociologue », c'est-à-dire en fait un « traître » à l'histoire. On retrouve le vieux débat Simiand/Seignobos<sup>14</sup>. La comparaison

13. [Note de l'éditeur] La voie particulière.

14. [Note de l'éditeur] En 1903 F. Simiand disciple de Durkheim avait fortement critiqué les travers de ce qu'on appelle l'histoire positiviste ou méthodique dominante à la Sorbonne et suggérait les vertus de la comparaison et de la

m'a permis cependant de mieux réfléchir aux périodisations toutes faites, généralement issues de l'histoire événementielle ou politique et inadaptées aux comparaisons sociales ou culturelles, de dégager les connotations spécifiques à chaque contexte des étiquettes sociales historiquement situées et ensuite sociologisées ou rigidifiées par des grilles uniformes qu'il faut déconstruire. C'est pourquoi j'ai distingué « intellectuels » avec guillemets (au sens de l'affaire Dreyfus) et intellectuels sans guillemets, notion transversale et transpériode, qu'il faut ensuite requalifier selon les contextes locaux, nationaux, historiques, les rapports sociaux, politiques, religieux dominants. Grâce aux comparaisons, j'ai proposé aussi de nouvelles notions, comme celle d'« hommes doubles » pour tous les types d'intermédiaires culturels cumulant des fonctions et des positions stratégiques à la charnière du social, de l'économique, du politique et du culturel et que la médiatisation croissante avec la modernité rend de plus en plus

construction de l'objet historique à la manière de l'objet sociologique pour échapper à ces impasses. Seignobos, auteur du manuel de méthode de l'historiographie à l'époque, a rejeté toutes ces propositions au nom des spécificités de l'histoire qui ne travaille que sur des traces et des réalités disparues et ne peut prétendre à la même scientificité qu'une science sociale qui traite du présent et d'individus ou d'institutions actuels. L'École des Annales reprendra par la suite une partie des propositions de Simiand et critiquera l'hypercriticisme de Seignobos. Sur ce point voir C. Charle, « La notion de science en histoire d'après l'oeuvre de Seignobos », in Marco Panza et Jean-Claude Pont (dir.), *Les savants et l'épistémologie vers la fin du dix-neuvième siècle*, Paris, Librairie scientifique et technique Albert Blanchard, 1995, pp. 233-243 repris dans *Paris fin de siècle*, Paris, Le Seuil, 1998 et *Homo historicus*, op. cit., le chapitre sur Seignobos.

indispensables et influents sur l'avenir des mouvements intellectuels, littéraires ou artistiques et leur reconnaissance ; celle de « capitales culturelles » pour analyser les fonctions spécifiques des espaces urbains centraux dans la vie culturelle et leurs interrelations, pôles qui dominent les principaux champs culturels entre l'époque de la société de cour et celle actuelle de la société globalisée et des réseaux multiformes ; celle des « sociétés impériales » pour surmonter la dichotomie artificielle entre histoire sociale interne et extérieure des nations qui en Europe et parfois hors d'Europe construisent des sociétés qui dominent d'autres sociétés périphériques et proposent, malgré les contradictions de cette relation dissymétrique et inégalitaire, un projet culturel et politique à vocation englobante et universaliste.

Pour éviter toutefois de perdre ce contact avec le « terrain », j'ai recouru à une autre démarche, l'enquête collective mettant en commun et en parallèle les travaux de spécialistes de plusieurs aires, voire de plusieurs disciplines, opérations coûteuses et longues en temps et en énergie qui demandent beaucoup de démarches préalables (organiser des rencontres et des séminaires, trouver des fonds, mettre en place des publications en plusieurs langues ou traduites). Il est surtout indispensable de constituer des groupes de chercheurs qui s'entendent et se font confiance les uns les autres, partagent les mêmes présupposés théoriques, ont des problématiques communes, jouent le jeu sans arrière-pensées de manipulation symbolique du travail des autres. Sans ces préalables, on n'aboutit qu'à ces faux projets collectifs que produisent actuellement à haute dose

certaines grandes institutions de financement de la recherche en France ou au niveau européen. Les comparaisons s'y limitent à des introductions générales suivies d'une collection de chapitres nationaux plus ou moins harmonieusement disposés pour aboutir à des livres coûteux, indigestes et à peu près pas lus ni recensés. Cinq ouvrages principaux sont sortis de ces entreprises, deux sur les universités en Europe et les réseaux savants, trois sur les capitales culturelles européennes ainsi que plusieurs thèses qui les complètent et s'en inspirent<sup>15</sup>.

En s'élargissant, le comparatisme pratiqué l'a été selon de nouvelles dimensions et pour répondre à certaines critiques émanant notamment des

études littéraires et culturelles autour des transferts. Michel Espagne en particulier, dans un article de la revue *Genèses*, publié en septembre 1994, pointait certaines faiblesses du comparatisme en histoire sociale et culturelle : renforcement des oppositions binaires, piège du cadre national, construction d'une grille d'interprétation arbitraire et abstraite ou à partir du point de vue privilégié de l'observateur<sup>16</sup>. En regard, il plaidait pour qu'on privilégie l'analyse des transferts culturels plus fructueuse et éclairante, selon lui, pour comprendre les véritables relations entre les sociétés et les cultures voisines. Ses critiques, souvent justes, s'adressaient en réalité plutôt aux historiens allemands, souvent très influencés par une certaine sociologie américaine de la modernisation et adeptes, à l'instar de Charles Tilly ou Theda Skocpol, des comparaisons à grande échelle et peu attentifs, à l'époque, à l'imbrication des phénomènes sociaux et culturels et des diverses échelles à prendre en compte<sup>17</sup>. Je lui ai répondu dans un article de mars 1995 d'*Actes de la recherche en sciences sociales*<sup>18</sup>, à propos de l'histoire comparée des intellectuels et des professions en proposant un certain nombre de procédures pour éviter les biais qu'il dénonçait et pratiquer une

15. C. Charle avec Edwin Keiner et Jürgen Schriewer (éd.), *Sozialer Raum und akademische Kulturen. Studien zur europäischen Hochschullandschaft im 19. und 20. Jahrhundert/A la recherche de l'espace universitaire européen. Études sur l'enseignement supérieur aux dix-neuvième et vingtième siècles*, Francfort, Peter Lang, 1993 ; avec Daniel Roche éd. de *Capitales culturelles, capitales symboliques, Paris et les expériences européennes XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002 ; avec J. Schriewer, P. Wagner, *Transnational Intellectual Networks. Forms of Academic Knowledge and the Search for Cultural Identities*, Francfort/Main, Campus Verlag, 2004 ; *Capitales européennes et rayonnement culturel XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2004 ; C. Charle (ed.), *Le temps des capitales culturelles XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2009. Béatrice Joyeux-Prunel, *Nul n'est prophète en son pays. L'internationalisation de la peinture des avant-gardes parisiennes 1855-1914*, Paris, Nicolas Chaudun/Musée d'Orsay, 2009 ; P. Singaravélou, *Professer l'Empire, l'enseignement des « sciences coloniales » en France sous la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; Pierre Boudrot, *L'écrivain éponyme*, Paris, A. Colin, 2012 ; J. Moisand, *Scènes capitales. Madrid, Barcelone et le monde théâtral fin de siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2013, etc.

16. M. Espagne, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, n° 17, septembre 1994, pp. 112-121.

17. Ch. Tilly, *Contraintes et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Paris, Aubier, 1992 ; Th. Skocpol, *États et révolutions sociales. La Révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985.

18. C. Charle, « Intellectuels, *Bildungsbürgertum* et professions au dix-neuvième siècle. Essai de bilan historiographique comparé (France, Allemagne) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, pp. 85-95.

comparaison compréhensive adaptée à ce type de thèmes. Hartmut Kaelble, dans *Der historische Vergleich*, la meilleure synthèse sur ces problèmes malheureusement non traduite en français<sup>19</sup>, a pris largement en compte aussi les objections soulevées par Michel Espagne. Il démontre, en mobilisant de très nombreux exemples relevant de branches très diverses de l'histoire ou d'historiographies de différents pays, toute la richesse de la bibliothèque comparative en histoire contemporaine. Il met en valeur les multiples modalités possibles de la comparaison historique, la nécessité de la combiner avec l'analyse des interrelations et des transferts, l'importance du choix des découpages, de l'analyse comparative des sources et de leur construction comme préalable à toute interprétation, l'inclusion dans le questionnaire des représentations réciproques des acteurs des diverses sociétés et cultures, ou encore la nécessaire variation des échelles d'analyse.

*Savoir/Agir : En partant de vos propres travaux, quel est l'intérêt de l'histoire sociale du dix-neuvième siècle pour comprendre le présent ?*

Christophe Charle : La vogue de l'histoire collective des intellectuels qui date du milieu des années 1970 et a connu son apogée au milieu des années 1990 renvoie à une interrogation sur la disparition de cette figure dans l'espace public avec la médiatisation de nouvelles figures concurrentes et plus consensuelles comme porte-parole, avec un procès des intel-

lectuels lié à la réaction anti-1968 puis à la dénonciation de la responsabilité des intellectuels dans les totalitarismes. Cette entreprise généalogique était une manière de prendre du recul sur ces polémiques contemporaines et de montrer le caractère récurrent et fallacieux de ces thèmes éternellement ressassés de la « fin des intellectuels », ou de leur déclin, ou encore de leurs « responsabilités » négatives dans un certain nombre de situations historiques. Avec *Naissance des « intellectuels »* comme avec *Les intellectuels en Europe au dix-neuvième siècle*, j'ai pu faire une lecture critique de toute la littérature essayiste sur, c'est-à-dire en général plutôt contre, les intellectuels et surtout montrer l'extraordinaire variété des figures qu'on peut englober rétrospectivement sous ce terme si on remonte à l'époque romantique ou si l'on compare la diversité des cas européens. C'est aussi une manière de comprendre les rapports de force entre les diverses fractions des classes dominantes, le poids variable de l'État et des religions dans l'organisation de la vie intellectuelle, l'inégale capacité des intellectuels de s'adresser aux autres groupes sociaux ou même de parvenir à des positions convergentes à cause de la diversité de leurs statuts, occupations et préoccupations. La profondeur historique permet d'avoir une vue critique sur les analyses souvent superficielles des conjonctures contemporaines et de montrer l'ancienneté de facteurs que l'essayisme ou le journalisme prend pour récents ou nouveaux, la pesanteur aussi des traditions nationales ou locales mais aussi les possibilités toujours ouvertes de renaissances inattendues du rôle des intellectuels trop vite renvoyés aux oubliettes de

19. H. Kaelble, *Der historische Vergleich. Eine Einführung zum 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort/Main, Campus, 1999, notamment p. 21 et s., sa réponse à Michel Espagne.

l'histoire. C'est aussi une façon de construire des questionnaires pour des enquêtes sur les phénomènes contemporains sur lesquels nous sommes en réalité, en dépit de l'impression de familiarité, très mal renseignés sur beaucoup de points malgré l'avalanche d'informations statistiques ou la multiplication des travaux sociologiques. Il n'est que de voir combien à chaque anniversaire les regards historiques et sociologiques sur mai 1968 et le rôle des diverses catégories d'acteurs (intellectuels ou pas) ont bougé à chaque décennie.

*Savoir/Agir : Comment voyez-vous l'espace disciplinaire actuel de l'histoire ?*

Christophe Charle : Je vous renvoie là-dessus pour plus de détail à mon livre *Homo historicus*. Pour en résumer l'idée centrale : l'histoire, comme toutes les sciences sociales, s'est subdivisée en multiples sous-spécialités et périodisations concurrentes, ce qui réduit d'autant l'espace des débats transversaux internes. Chaque spécialité dépend de sources de prédilection, elles-mêmes construites en fonction d'institutions archivistiques inégalement accessibles ; de temps à autre, un nouveau questionnement, une révolution politique, ouvrent de nouvelles collectes ou témoignages ou des fonds interdits jusque-là (voir les archives de Moscou après la fin de l'URSS, l'histoire orale pour certaines catégories sociales oubliées, etc.). Il est donc de plus en plus difficile de dégager des directions communes dans un champ de plus en plus multipolaire que plus personne ne peut prétendre connaître dans sa diversité hors de sa spécialité

personnelle. S'y ajoute l'intensification des voyages, colloques internationaux, arrivée de spécialistes d'autres pays dans un champ jusque-là dominé par des historiens nationaux. Il y a ainsi maintenant plus de spécialistes d'histoire de la France dans les pays anglophones qu'en France même. C'est un enrichissement mais aussi une source supplémentaire de malentendus avec une compétition croissante pour la reconnaissance et la médiatisation des effets de mode. Les grands congrès internationaux, qu'ils soient généraux ou thématiques, ne jouent plus le rôle de forums et de confrontations qu'ils pouvaient encore jouer dans les années 1960. Les revues elles aussi couvrent des champs de plus en plus spécialisés où peu de débats émergent sauf entre spécialistes étroitement définis.

La deuxième grande évolution – elle n'est pas propre à l'histoire non plus – est le décalage croissant entre l'histoire savante et universitaire et ce qui est considéré comme de l'histoire par les médias et le grand public. Cette tension est particulièrement sensible dans les débats périodiques autour des programmes d'histoire et de la place de l'histoire dans l'enseignement primaire ou secondaire. Certaines autorités académiques voudraient introduire certaines novations en termes de découpage ou de thématique dans ce que les élèves auront à retenir de l'historiographie mais on se heurte très vite aux conservatismes des autorités politiques (avec l'obsession de « l'identité nationale », du « patrimoine », de l'éducation à la citoyenneté) et aussi des parents les plus mobilisés qui pèsent souvent dans un sens conservateur. Ces débats ont lieu dans tous les pays mais prennent en France très vite un tour

très politique et idéologique où l'autonomie des historiens professionnels est régulièrement contestée au nom d'intérêts supérieurs ou de fantasmes politiques ou sociaux. La période récente avec les lois mémorielles, les tensions entre groupes d'origine ethnique différente, les polémiques autour des religions et de leur rôle, en particulier de l'Islam, ne facilite pas la construction d'un consensus critique intelligent tant les passions diverses s'en mêlent ou les instrumentalisation de tout type par des *lobbys* de plus ou moins bonne foi.

*Savoir/Agir : Comment concevez-vous le rapport entre l'histoire des universités et les objectifs de l'Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche (Areser<sup>20</sup>) que vous présidez ? Ces travaux permettent-ils de comprendre le rôle de la *doxa* néo-libérale et de l'*habitus* néo-libéral dans l'enseignement et la recherche ?*

Christophe Charle : C'est comme pour l'histoire des intellectuels, la généalogie critique de l'enseignement supérieur tel qu'il a évolué en France et plus généralement dans les principaux pays d'Europe est le seul moyen de comprendre avec du recul notre situation actuelle, ses impasses, ses contradictions, et aussi de porter un jugement valide sur les réformes ou fausses réformes que les responsables,

qui en général n'ont absolument pas cette connaissance historique du passé de l'enseignement supérieur, veulent nous imposer. La méconnaissance que je constate tous les jours des origines de nos universités actuelles non seulement chez les étudiants mais même chez certains collègues des disciplines sans conscience historique explique pourquoi la plupart ne réagissent que par réflexe corporatif ou en fonction de la vision « disciplinaire » qui est la leur. Cela accentue d'autant la division et l'émiettement de la communauté universitaire et la facilité avec laquelle certains groupes ou certains technocrates jouent de ces antagonismes pour imposer leurs solutions clés en main. Comme le disait déjà Bourdieu en paraphrasant Hegel dans sa leçon inaugurale au Collège de France, j'adapte librement : « Seule l'histoire (des universités) peut nous débarrasser de l'histoire (subie) des universités » ; il en va de même d'ailleurs de la comparaison entre les systèmes d'enseignement supérieur, leur diversité et leurs évolutions très contrastées soulignent les capacités multiples d'action malgré tout ; contrairement à ce que voudraient nous faire croire certains grands organismes internationaux, il n'y a aucun modèle unique à suivre, ni aucune convergence automatique vers les réformes présentées comme les seules possibles actuellement et reposant peu ou prou sur les principes de la concurrence néolibérale et la construction de « marchés académiques » par l'action concertée des États, comme tâchera de le montrer le prochain livre publié par l'Areser, intitulé précisément *La dérégulation académique, la construction étatique des marchés universitaires*, à paraître chez Syllepse en septembre 2015. ■

20. [Note de l'éditeur] Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et de la recherche, fondée par P. Bourdieu, C. Charle, D. Roche et des dizaines d'autres universitaires en 1992. A publié à ce jour trois ouvrages collectifs (1997, 2007, 2015 sous presse) et de nombreux articles dans la presse ou dans sa lettre d'information consultable en ligne.